

21.05.2015 – 15:41 Uhr

Timoré, le Conseil fédéral perd une occasion importante

Bern (ots) -

Les rapports présentés aujourd'hui auraient pu offrir la possibilité de procéder à plusieurs ajustements modernes de la politique familiale. Les mesures effectivement prises par le Conseil fédéral sont extrêmement modiques. Au lieu de prendre les devants de manière courageuse, le gouvernement se limite à une politique de sparadraps. Travail.Suisse, l'organisation indépendante des travailleurs et des travailleuses, juge ce comportement irresponsable et lâche compte tenu des prochains défis démographiques et de la pauvreté des familles.

Les défis de la politique familiale sont aujourd'hui particulièrement multiples : une société vieillissante, un taux de natalité insuffisant, un manque de main d'œuvre qualifiée ont un lien avec la politique familiale. Jusqu'à maintenant, il manque à la Suisse une politique familiale réfléchie. Au lieu d'avoir une stratégie globale, on ne connaît qu'une addition de mesures isolées. Avec 1,3% de son PIB, la Suisse ne dépense pas assez pour les familles. Il manque des mesures qui permettent aux familles d'avoir assez d'argent pour vivre. Il manque des mesures qui assurent la conciliation de l'activité professionnelle et de la vie de famille. Il manque des mesures enfin qui permettent aux uns et aux autres d'avoir assez de temps pour vivre une vie de famille.

Un Conseil fédéral timoré et lâche

Cette situation aurait exigé un Conseil fédéral courageux. En présentant les rapports aujourd'hui, il aurait eu la possibilité d'aller de l'avant et de prendre des décisions résolument orientées vers l'avenir, aussi bien sur le front du combat du « risque de pauvreté lié à la famille » que sur celui de la problématique de la conciliation. Il aurait pu accélérer les allocations pour enfant liées aux besoins pour les familles concernées par la pauvreté, introduire des crédits d'impôts (y compris des impôts négatifs), lancer la discussion sur le droit de réduire son temps de travail lors de la naissance d'un enfant. Il aurait pu livrer des propositions sur la façon dont le programme d'impulsion de la Confédération en faveur de nouvelles structures d'accueil extrafamilial pouvait être remplacé par une loi cadre pour les infrastructures de garde des enfants et des personnes dépendante de soins.

Au lieu de tout cela, le Conseil fédéral temporise. Les rapports montrent bien les possibilités, mais le Conseil fédéral se cache derrière le Parlement et les cantons, comme il l'a déjà fait sur le thème du congé paternité. La Confédération aurait les compétences pour modifier les aiguillages en matière d'imposition et d'allocations familiales.

Ne rien faire coûte bien plus

Le Conseil fédéral est prêt à investir seulement 100 millions en plus sur 8 ans pour la prise en charge extrafamiliale des enfants. Cela ne suffit de loin pas. Avec 14 millions par année pour les familles, on ne va pas résoudre leurs problèmes récurrents. Une comparaison : si la Suisse s'alignait sur la moyenne des pays de l'OCDE en matière de dépenses pour les familles, elle devrait investir 4,5 milliards de francs supplémentaires. « Le manque d'argent n'est pas un argument » souligne Matthias Kuert Killer, responsable de la politique sociale chez Travail.Suisse. « Hier, le Conseil fédéral a généreusement augmenté les subventions pour l'agriculture. Les enfants doivent avoir la même valeur que les vaches ! ». La Confédération doit commencer à investir dans la famille. Car ne rien faire coûte bien plus : le prix à payer sera un nombre d'enfants en baisse et/ou une participation insuffisante des femmes sur le marché du travail. Les deux options coûtent à notre société plus qu'une politique familiale moderne.

Contact:

Matthias Kuert Killer, responsable de la politique sociale, tél.
079/777'24'69, www.travailsuisse.ch